

DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF OU ALTERNATIVE AU DÉVELOPPEMENT ? REGARD LATINO-AMÉRICAIN



Depuis le « tournant à gauche », l'Amérique latine est le lieu d'une réinvention de la manière de penser le développement. Pour les courants post-néolibéraux, la question semble désormais se résumer au choix entre un développement alternatif ou une alternative au développement.

En simplifiant, on peut dire que les promoteurs du développement alternatif se caractérisent par la volonté de mettre en œuvre un néo-développement désoccidentalisé et dégagé de sa logique économiste réductrice, alors que les partisans d'une alternative au développement défendent une transition post-développement. Il est significatif que ce dernier courant soit d'abord porté par ceux-là même –paysans, indigènes et femmes– qui, selon la théorie classique, sont censés être les plus «sous-développés».

Mais la difficulté d'un positionnement net sur la question du développement tient en partie à son caractère fourre-tout: il recouvre à peu près tout (de la construction de routes à celles de centres de santé) et n'importe quoi (comme les hôtels de luxe et l'usine d'assemblage

de textile à Caracol, en Haïti, après le séisme de 2010). Cela provient aussi de son élasticité, de sa fonction d'écran ou de brouillage –des choix (eux-mêmes politiques) opérés et des rapports de force– et de son usage contradictoire (voire de son instrumentation). Fabrique à faire du consensus, il sert aussi de levier de pression, d'accélération et de légitimation.

Ainsi, même des pays comme l'Équateur et la Bolivie, qui ont mis en avant –et inscrits dans leurs Constitutions– des alternatives centrées sur des concepts-horizons comme le Buen Vivir et les Droits de la nature, mettent en œuvre une stratégie extractiviste. Leurs discours et prétentions sont, dans les faits, contredits par leurs pratiques (surtout en termes de souveraineté alimentaire). Ces régimes néo-développementalistes

reprennent dès lors à leur compte les traditionnels indicateurs macro-économiques (croissance, stabilité, etc.).

À cette contradiction, s'ajoute une instrumentalisation permanente. Le 1er décembre 2007, le président équatorien, Rafaël Correa, affirmait: «toute personne qui s'oppose au développement du pays est un terroriste». Au-delà de l'emphase et de l'anecdote, ce qui ressort est la requalification du concept en termes d'objectif stratégique national, devant primer toute autre considération. L'effet est double: le développement sert de levier de légitimation de choix politiques, et disqualifie par là même toute contestation, en tant qu'antinationale et anti-progressiste.

Enfin, si réducteur et partiel que soit la notion du développement mise en œuvre, elle n'en constitue pas moins –potentiellement en tous cas– une critique du néolibéralisme. Elle permet, en effet, de réaffirmer la souveraineté nationale contre la dépendance néocoloniale, et le rôle de l'État (entre autres dans la mise en place de services sociaux de base) contre la «gouvernance» managériale et les logiques du marché. D'où un usage stratégique de cette notion, et la crainte que sa remise en question ne se traduise, à plus ou moins court terme, par un retour en force des politiques néolibérales.

ALTERNATIF OU ALTERNATIVE ?

Pour trancher entre développement alternatif ou alternative au développement, il convient d'abord de poser correctement la question. Et, pour ce faire, d'interroger prioritairement un double rapport: avec les acteurs sociaux et l'État, d'un côté, avec la nature et le marché, de l'autre.

Si le néo-développementalisme préserve un espace central à l'État, il tend à mythifier le rôle positif de la « bourgeoisie nationale » – alliée plus ou moins opportuniste des gouvernements post-néolibéraux –, et à occulter les rapports de force entre classes sociales antagonistes que représente l'État. Le renversement de Dilma Rousseff au Brésil, en 2016, met en évidence ces contradictions et le retournement toujours possible d'alliances. De plus, il passe sous silence le caractère autoritaire du développement, s'imposant « depuis le haut » : l'État-nation (voire, plus « haut » encore ; depuis les bailleurs internationaux). Enfin, il dissocie l'État du marché, comme si le premier flottait, intact, en lévitation, au-dessus de ce dernier, alors même que les gouvernements post-néolibéraux

– comme les autres d'ailleurs – ont mis sur le marché international (d'exportation de ressources naturelles surtout) pour assurer leur développement.

Le concept de développement tend par ailleurs à maintenir dans l'ombre ses rapports à la nature et au marché. Ne participe-t-il pas – aussi durable qu'il se veuille – d'une logique marchande pour laquelle la nature est un objet extérieur, dissocié de la culture et de la vie en société ; une commodity à extraire et à exporter ? Ne porte-t-il pas, en conséquence, la même dynamique de destruction et de dépossession ? Quant au marché, quelle est sa place ? Confondu avec le développement pour l'Union européenne, comme le prétend l'accord de libre-échange avec la Colombie, le Pérou et l'Équateur ; hors champ pour les

partisans d'un développement durable.

Le bilan du « tournant à gauche » latino-américain se pose donc aussi en terme de développement. Se positionner face à celui-ci suppose donc d'explicitier les liens, les collisions ou collusions du développement par rapport au marché et à la nature. De même, il convient de mettre en évidence son degré de perméabilité, de fonctionnalité ou de résistance par rapport à l'accumulation marchande. Enfin et surtout, il faut l'interroger en fonction et à partir des acteurs sociaux ; acteurs sociaux qu'il ne s'agit pas de « développer », mais d'écouter, d'appuyer et de renforcer.

Frédéric Thomas

CONTACT-ESTU

AMERIQUE LATINE : FIN D'UN CYCLE OU EPUISEMENT DU POST-NEOLIBERALISME ?

Après la période des dictatures militaires appuyées par les États-Unis, puis celle des politiques néolibérales effrénées, l'Amérique latine a été majoritairement gouvernée depuis plus d'une décennie par de nouveaux pouvoirs progressistes, atypiques et « socialistes ». Le rejet en 2005 du Traité de libre-échange du continent latino avec l'Amérique du Nord, fruit d'une action conjointe entre mouvements sociaux, partis politiques de gauche, ONG et églises chrétiennes, en constitue une étape clé. Mais qu'en est-il aujourd'hui : assiste-t-on à la fin d'un cycle ou à l'épuisement du « post-néolibéralisme » ?

LES GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES

Ces dernières années, les nouveaux gouvernements au Brésil, Argentine, Uruguay, Nicaragua, Venezuela, Équateur, Paraguay et Bolivie, ont mis en place des politiques rétablissant l'État dans ses fonctions de redistribution de la richesse, de réorganisation des services publics, surtout l'accès à la santé et à l'éducation et d'investissements dans des travaux publics. Une répartition plus favorable des revenus des matières premières entre multinationales et État national (pétrole, gaz, minerais, produits agricoles d'exportation) fut

négoциée et la bonne conjoncture, pendant plus d'une décennie, permit des rentrées appréciables pour les nations concernées. Parler de la fin d'un cycle introduit l'idée d'un certain déterminisme historique, suggérant l'inévitabilité d'alternances de pouvoir entre la gauche et la droite, notion inadéquate si le but est de remplacer l'hégémonie d'une oligarchie par des régimes populaires démocratiques. Par contre, une série de facteurs permettent de suggérer un épuisement des expériences post-néolibérales, en partant de l'hypothèse que les nouveaux gouvernements furent post-néolibéraux et non post-capitalistes. Évidemment, il serait illusoire de penser que dans un univers capitaliste, en pleine crise systémique et par conséquent particulièrement agressif, l'instauration d'un socialisme « instantané » soit possible. Il existe d'ailleurs des références historiques à ce sujet. La NEP (Nouvelle Politique Économique) dans les années 1920 en URSS, en est un exemple, à étudier de façon critique. En Chine et au Vietnam, les réformes de Deng Xio Ping ou du Doi Moi (rénovation) expriment la conviction de l'impossibilité de développer les forces productives, sans passer par la loi de

la valeur, c'est-à-dire par le marché (que l'État est censé réguler). Cuba adopte, de manière lente, mais sage, des mesures destinées à « agiliser » le fonctionnement de l'économie, sans perdre les références fondamentales à la justice sociale et au respect de l'environnement. Se pose donc la question des transitions nécessaires.

UN PROJET POST-NÉOLIBÉRAL

Le projet des gouvernements « progressistes » de l'Amérique latine de reconstruire un système économique et politique capable de réparer les effets sociaux désastreux du néolibéralisme, n'était pas une tâche facile. Rétablir les fonctions sociales de l'État supposait une reconfiguration de ce dernier, toujours dominé par une administration conservatrice peu à même de constituer un instrument de changement. Dans le cas du Venezuela, c'est un État parallèle qui fut institué (« les missions ») grâce aux revenus du pétrole. Dans les autres, de nouveaux ministères furent créés et les fonctionnaires progressivement renouvelés. La conception de l'État qui présida au processus fut généralement centralisatrice et hiérarchisée (importance d'un leader charismatique), avec tendance



à instrumentaliser les mouvements sociaux, le développement d'une bureaucratie souvent paralysante et aussi l'existence de la corruption (dans certains cas sur une grande échelle). La volonté politique de sortir du néolibéralisme eut des résultats positifs: lutte efficace contre la pauvreté pour des dizaines de millions de personnes, meilleur accès à la santé et à l'éducation, investissements publics dans les infrastructures, bref une redistribution au moins partielle du produit national, fortement accru par l'accroissement des prix des matières premières. Il en résulta des avantages pour les pauvres, sans pour autant affecter sérieusement les revenus des riches. S'ajoutèrent à ce panorama des efforts importants en faveur de l'intégration latino-américaine, créant ou renforçant des organismes tels que le Mercosur (réunissant une dizaine de pays de l'Amérique du Sud), UNASUR, pour l'intégration du Sud du continent, la CELAC pour l'ensemble du monde latin et caribéen, et enfin l'ALBA, avec une dizaine de pays à l'initiative du Venezuela. Il s'agissait, de l'occurrence, d'une perspective de coopération tout à fait nouvelle, non de compétition, si non de complémentarité et de solidarité car, en effet, l'économie interne des pays «progressistes» resta dominée par le capital privé, avec

sa logique d'accumulation, surtout dans les secteurs de l'extraction pétrolière et minière, des finances, des télécommunications et du grand commerce et avec son ignorance des «externalités», c'est-à-dire des dommages écologiques et sociaux. Cela provoqua des réactions grandissantes de la part de plusieurs mouvements sociaux. Les moyens de communication sociale (presse, radio, télévision) restèrent en grande partie entre les mains du grand capital national ou international, malgré des efforts de rectifier une situation de déséquilibre communicationnel (TeleSur et lois nationales sur les communications).

QUEL TYPE DE DÉVELOPPEMENT?

Le modèle de développement s'inspira du «développementisme» (desarrollismo) des années 1960, lorsque la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU, proposa de substituer les importations par une production interne accrue. Son application au 21^e siècle, dans une conjoncture favorable des prix des matières premières, jointe à une perspective économique centrée sur l'accroissement de la production et à une conception redistributrice du revenu national sans transformation fondamentale des structures sociales (absence notamment de

réforme agraire) déboucha sur une «reprimarisation» des économies latino-américaines et une dépendance accrue vis-à-vis du capitalisme de monopole, allant même jusqu'à une désindustrialisation relative du continent. Le projet se transforma peu à peu en une modernisation acritique des sociétés, avec des nuances selon les pays, certains, comme le Venezuela accentuant la participation communale. Cela déboucha sur une amplification des classes moyennes consommatrices de biens extérieurs. Les méga projets furent encouragés et le secteur agricole traditionnel abandonné à son sort pour privilégier l'agroexportation destructrice des écosystèmes et de la biodiversité, allant même jusqu'à mettre en danger la souveraineté alimentaire. Nulles traces de véritables réformes agraires. La diminution de la pauvreté par des mesures surtout assistancielles (ce qui fut aussi le cas des pays néolibéraux) ne réduisit guère les distances sociales, qui restent les plus élevées du monde.

POUVAIT-ON FAIRE AUTREMENT?

On peut évidemment se demander s'il était possible de faire autrement. Une révolution radicale aurait provoqué des interventions armées et les États-Unis disposent de tout l'appareil nécessaire à cet effet: bases militaires, alliés dans

la région, déploiement de la 5^e flotte autour du continent, renseignements par satellites et avions awak et ils ont prouvé que des interventions n'étaient pas exclues: Santo Domingo, Cuba, Panama, Grenade. Par ailleurs, la force du capital de monopole est telle que les accords passés dans les domaines pétroliers, miniers, agricoles, se transformèrent très vite en de nouvelles dépendances. Il faut ajouter la difficulté de mener des politiques monétaires autonomes et les pressions des organismes financiers internationaux, sans parler de la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux, comme l'ont montré l'affaire des «Panama Papers». Par ailleurs, la conception du développement des leaders des gouvernements «progressistes» et de leurs conseillers était nettement celle d'une modernisation des sociétés, en décalage avec certains acquis contemporains, tels que l'importance du respect de l'environnement et de la possibilité de régénération de la nature, une vision holistique de la réalité, base d'une critique de la modernité absorbée par la logique du marché, l'importance du facteur culturel. Curieusement, les politiques réelles se développèrent en contradiction avec certaines constitutions tout à fait innovatrices dans ces domaines (droit de la nature, «buen vivir»). Les nouveaux gouvernements furent bien accueillis par les majorités et leurs leaders plusieurs fois réélus avec des scores électoraux impressionnants. En effet, la pauvreté avait réellement diminué et les classes moyennes avaient doublé de poids en quelques années. Il y avait donc un véritable appui populaire. Il faut enfin ajouter aussi que l'absence d'une référence «socialiste» crédible, après la chute du mur de Berlin, n'incitait guère à présenter un autre modèle que post-néolibéral. L'ensemble de ces facteurs font penser qu'il était difficile, objectivement et subjectivement, de s'attendre à un autre type d'orientation.

LES NOUVELLES CONTRADICTIONS

Cela explique une rapide évolution des contradictions internes et externes. Le facteur le plus spectaculaire fut évidemment les conséquences de la crise du capitalisme mondial et

notamment de la chute, partiellement planifiée, des prix des matières premières et surtout du pétrole. Le Brésil et l'Argentine furent les premiers pays à en connaître les effets, mais suivirent rapidement le Venezuela et l'Équateur, la Bolivie résistant mieux, grâce à l'existence de réserves importantes de devises. Cette situation affecta immédiatement l'emploi et les possibilités de consommation de la classe moyenne. Les conflits latents avec certains mouvements sociaux et une partie des intellectuels de gauche, firent surface. Les défauts du pouvoir, jusqu'alors supportés comme le prix du changement et surtout dans certains pays, la corruption installée comme partie intégrante de la culture politique, provoquèrent des réactions populaires. La droite s'empara évidemment de cette conjoncture pour mettre en route un processus de reconquête de son pouvoir et de son hégémonie. Faisant appel aux valeurs démocratiques qu'elle n'avait jamais respectées, elle réussit à récupérer une partie du corps électoral, notamment en accédant au pouvoir en Argentine, en conquérant le parlement au Venezuela, en remettant en question le système démocratique du Brésil, en s'assurant des majorités dans les villes en Équateur et en Bolivie. Elle essaya de profiter de la déception de certains secteurs, notamment des indigènes et des classes moyennes. Appuyée également par de nombreuses instances nord-américaines et par les moyens de communication en son pouvoir, elle s'efforça de surmonter ses propres contradictions, notamment entre les oligarchies traditionnelles et les secteurs modernes. En réponse à la crise, les gouvernements «progressistes» adoptèrent de plus en plus de mesures favorables aux marchés, au point que la «restauration conservatrice» qu'ils dénoncent régulièrement, s'introduit subrepticement à l'intérieur d'eux-mêmes. Les transitions deviennent alors des adaptations du capitalisme aux nouvelles demandes écologiques et sociales (un capitalisme moderne) et non des pas en avant vers un nouveau paradigme post-capitaliste (réforme agraire, soutien à l'agriculture paysanne, fiscalité mieux adaptée, autre vision du développement, etc.).

Tout cela ne signifie pas la fin des luttes sociales, au contraire. La solution se situe dans le regroupement des forces de changement, à l'intérieur et à l'extérieur des gouvernements, sur un projet à redéfinir dans son objet et ses formes de transition et la reconstruction de mouvements sociaux autonomes aux objectifs centrés sur le moyen et long terme.

François Houtart, fondateur du CETRI, est professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (UCL).



6^e ÉDITION FESTIVAL PELICULATINA
DU 21 AU 26 NOVEMBRE 2017
GALERIE VENDÔME-RITCS-FLAGEY

ESPACE DE Genre

STOP À LA VIOLENCE !

- ✕ Un service gratuit d'aide aux victimes de violences entre partenaires en espagnol, du lundi au vendredi.
- ✕ Service d'écoute en espagnol et français.
- ✕ Accueil et accompagnement des victimes dans leurs démarches (porter plainte, constat de coups et blessure, etc).
- ✕ Information adéquate quant aux lois et aux droits.

À qui parler ?

M^{ME} SIXTA BRAVO ALEÁN

☎ : **0800 55 55 2**
(LIGNE GRATUITE)

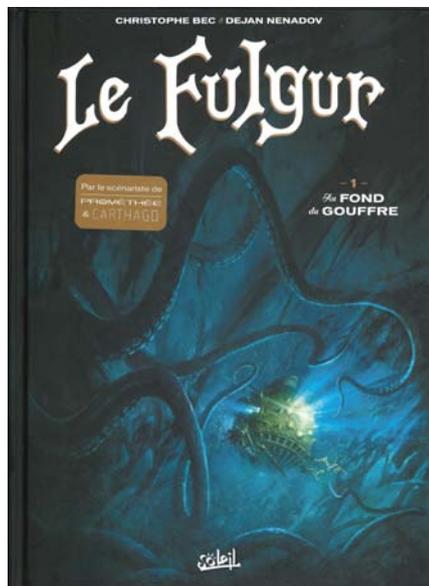
✉ : genero@america-latina.be

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE SEUL ASBL
Rue du Collège 27,
1050 Ixelles
Tél. : 02 535 93 80
<http://www.america-latina.be>

LETTRES DES AMÉRIQUES

«La fulgur, au fond du gouffre 1»

Auteur: Christophe Bec & Dejan Nenadov
Editeur: Soleil



1907

Suite à une terrible tempête, un navire voguant dans le canal du Yucatán sombre dans une fosse sous-marine avec un milliard d'or pur dans ses soutes. Bientôt, un groupe hétéroclite embarque à bord du Fulgur, un sous-marin révolutionnaire, unique en son genre, afin de tenter de retrouver le trésor englouti. Mais leur périlleuse aventure à 4000 mètres de profondeur va rapidement prendre une tournure défiant l'entendement!

Musiques Rurales d'Amérique Latine :
Argentine, Brésil, Cuba, Mexique,
Paraguay, Pérou, Venezuela



À partir de son expérience personnelle (la décision, prise dans sa jeunesse, de quitter son Argentine natale pour s'établir en France et y écrire une grande partie de son œuvre en français), l'auteur nous engage dans une médiation sur le thème de la séparation et de l'éloignement. Nombreux sont les sujets abordés (la poésie, la traduction, le visible et l'invisible, le temps, la foi en Dieu, l'amitié et l'admiration que l'auteur porte à Jacqueline Risset), divers les

angles et les points de vue, mais unique et vibrante la «voix» de l'auteur qui nous invite à partager le cœur de ses pensées et de ses réflexions. Un livre tout d'intelligence et de sensibilité.

«Ce que je n'oserai jamais te dire...»

Auteur: Bruno Combes
Editeur: Michel Lafon



«Joy, veux-tu être ma femme?» «Oui, je le veux!», a répondu Joy à Guillaume avec une ferveur égale à la profondeur de l'amour qu'elle lui porte. Et pourtant, le soir même du mariage, alors que la fête bat son plein, Joy s'évanouit dans la nature. Guillaume, d'abord fou d'inquiétude puis ravagé par le doute, se perd en conjectures. La gendarmerie n'a rien trouvé de suspect, il semble que la mariée aurait elle-même décidé de partir. Quand le prêtre qui les a unis lui dévoile la vérité, Guillaume est effondré. Car cette révélation, si elle témoigne d'un courage et d'une générosité sans pareils, remet en cause toutes ses certitudes d'amoureux passionné. Pourra-t-il pardonner à Joy de lui avoir caché ses tourments... et aura-t-il la force de lui tendre la main? «Le seul remède à l'amour, c'est d'aimer encore d'avantage» Emerson

ATELIER ENFANT



Du 28 au 31 août de 9h à 17h
Lieu : Rue Gray 108, Ixelles

Le moniteur en charge sera
« Leonardo Vergara », designer
ayant réalisé des projets avec
les enfants dans différents
pays tels que le Chili,
l'Argentine, La Nouvelle-
Zélande et le Nepal.
Pour plus d'informations,
visitez la page web :
www.raecciona.cl

PRIX 95€



Rue du Collège, 27
1050 Ixelles - Bruxelles
02 535 93 80
info@america-latina.be



www.america-latina.be
Centre d'expression et créativité -
Maison de l'Amérique Latine



Editeur Responsable : Rossana Cárcamo Seret

www.america-latina.be